**Opinion | Aide à l'Ukraine : peut mieux faire !**

*Pour Nathalie Loiseau, l'Europe doit produire davantage d'armes et en livrer davantage à l'Ukraine… quoi qu'il en coûte.*

L'Ukraine est entrée dans l'hiver et il est rude. Si les frappes russes contre les civils cachent l'absence de victoires militaires significatives de Moscou, elles font mal. Et si l'armée ukrainienne résiste héroïquement à Bakhmout, le prix à payer est lourd.

Avec Edouard Philippe, à Kiev, à Odessa, nous avons vu par nous-mêmes l'endurance du peuple ukrainien et sa détermination inébranlable, celle d'un pays qui veut rester libre et reconquérir son territoire confisqué. Partout s'est exprimée, sans hésitation, la gratitude pour l'aide de la France à l'Ukraine.

Mais pour que Kiev l'emporte, il faut faire plus. Produire plus d'armes et en livrer davantage à l'Ukraine.

Le président de la République a déclaré que nous entrions dans une économie de guerre pour faire face dans la durée aux besoins de nos armées et de l'Ukraine. La prochaine loi de programmation militaire (LPM) donnera un cadre et une visibilité aux industries de défense. L'UE prévoit une incitation financière pour l'acquisition d'armements en commun. L'Allemagne a créé un fonds de 100 milliards d'euros pour remettre à niveau son armée.

Économie de guerre

Mais le compte n'y est pas. Seuls 13 milliards d'euros ont été validés par le Bundestag. Les dépenses de défense n'atteignent en Allemagne que 1,5 % du PIB, loin de l'objectif de 2 % fixé par l'Otan. A Berlin, il y a des discours encourageants et des réalités qui le sont moins.

En France, la LPM est attendue. On débattra sans doute des chiffres et des priorités. Mais c'est la capacité de l'État à fixer le cap aux industriels qui fera la différence. Les besoins de nos armées, à moyen et à court terme, les besoins de nos partenaires - engagés dans un combat vital pour eux comme pour nous - sont d'absolues priorités. Dès à présent, on attend des industries d'armement qu'elles sécurisent leurs approvisionnements et qu'elles constituent les stocks nécessaires à une accélération de leurs livraisons. Les fabricants de vaccins contre le Covid n'ont pas attendu qu'on leur passe commande pour transformer leurs chaînes de production : la pandémie était là, il n'y avait pas une minute à perdre. De même, la guerre est là, elle sera longue et une économie de guerre implique que nos entreprises soient au rendez-vous.

On attend aussi que nos Etats soient à la hauteur dans l'aide militaire à l'Ukraine. De ce point de vue, l'Europe ne mérite ni excès d'indignité ni excès d'honneur. Beaucoup a été fait et des décisions significatives viennent encore d'être prises, notamment par la France. L'UE a effectué une révolution culturelle en finançant des livraisons d'armes, 3 milliards d'euros ont déjà été engagés et ce n'est pas fini. L'Allemagne elle-même n'est pas restée inerte. Mais nous livrons encore trop peu et souvent très tard. Renforcer la défense anti-aérienne de l'Ukraine est une nécessité depuis le début de l'invasion russe et plus encore depuis octobre et les attaques systématiques sur les infrastructures essentielles. Fournir des tanks est primordial depuis le début de la bataille de Bakhmout, qui n'a pas commencé hier.

Les yeux rivés sur l'Allemagne

La France a montré la voie en livrant des AMX-10 RC. La question d'une fourniture de chars Leclerc est aujourd'hui clairement posée. Ceux qui considèrent que la France ne peut pas se départir d'une partie de ses stocks n'expliquent pas lequel de nos voisins nous menacerait pour que nous conservions tous nos matériels. Il est difficile d'imaginer quelle agression militaire peut avoir plus d'impact sur notre sécurité à terme que la guerre d'Ukraine. Les yeux sont surtout rivés sur les Leopard 2 allemands, et l'on veut espérer qu'à Berlin le changement de ministre de la Défense se traduira vite par un changement de posture. Tous les prétextes ont été utilisés pour ne pas envoyer de Leopard. Aucun n'est pleinement convaincant. L'Europe compte environ 2.000 chars Leopard 2 prêts au combat. En livrer 10 % à l'Ukraine ferait la différence. Ce n'est plus le moment d'attendre.

*Nathalie Loiseau*